CCJC CÉJC

Conseil des Églises pour la Justice et la Criminologie

Rapport Annuel 2013-2014

Traduction par Louise Baillargeon

Au sujet du CEJC

Notre mission : Le CEJC est une coalition nationale de groupes confessionnels composée d'Églises et de particuliers qui œuvrent à la prévention du crime et au bien être des communautés en adoptant des démarches réparatrices en matière de services correctionnels, d'éducation, de sensibilisation et de responsabilité sociale.

Incorporé en 1972 par onze églises fondatrices, le CEJC a pour mandat d'aider les personnes qu'il sert à réfléchir à la nature de la justice, à examiner les répercussions du système actuel sur les vies de ceux et celles qu'il touche, et à rechercher des voies de changement.

Les groupes confessionnels qui font actuellement partie du CEJC sont notamment les suivants : la Conférence des évêques catholiques du Canada, l'Église anglicane du Canada, l'Église Évangélique Luthérienne du Canada, l'Église presbytérienne au Canada, l'Église Unie du Canada, la Christian Reformed Church in North America, la Société religieuse des amis (Quakers) du Canada, le Comité Central Mennonite du Canada et les Disciples de Christ. Plusieurs communautés et ordres religieux sont aussi membres du CEJC et appuient financièrement notre travail. Nous recevons également des fonds de Sécurité publique Canada. Nous assurons la gestion financière et administrative du projet pilote national des CSR.

Le CEJC entretient des affiliations, des adhésions et/ou des activités collaboratives avec des organismes laïques et gouvernementaux qui œuvrent à opérer des changements à visage humain dans les systèmes de justice et de services correctionnels, soit les suivants : l'Association nationale intéressée à la justice criminelle, le Programme de justice collaborative, le Réseau de la justice réparatrice d'Ottawa, la Coalition pour la sécurité, la santé et le bien être des communautés, Service correctionnel Canada, le Réseau de services correctionnels communautaires et les ministères œcuméniques œuvrant dans le domaine de la paix et de la justice sociale.

Dans le présent rapport

01. Au sujet du CEJC ---------- pg. 01
02. Conseil et personnel ---------- pg. 02
03. Message de la présidente ---------- pg. 03
04. Rapport du projet national CSR -- pg. 05
05. Are Høidal : « Un endroit juste » - pg. 07
06. Comité de levée de fonds ---------- pg. 08
07. Comité des finances ---------- pg. 09
08. Pastorale auprès des victimes ---- pg. 11
09. Sensibilisation du public ---------- pg. 12
10. Rapport du CEJCQ ---------- pg. 14

Conseil d'administration et personnel du CEJC:

Conseil d'administration:

Nancy Steeves, présidente	The United Church of Canada
Sharon Dunlop, vice-présidente	The Anglican Church of Canada
Rebecca Bromwich, trésorière	Presbyterian Church in Canada
Sarah Chandler, secrétaire	Independent
Stephen Siemens, directeur	Mennonite Central Committee Canada
Laurent Champagne, ancien président	Canadian Conference of Catholic Bishops
Scott MacIsaac, directeur	Disciples of Christ
Greg Dunwoody, directeur	Canadian Conference of Catholic Bishops
Glen Morison, directeur	Religious Society of Friends (Quakers)

Personnel du CEJC:
Schuyler Playford, Coordinatrice de la recherche et communication
Kathryn Bliss, Coordinatrice de l'Éducation
Sandie Lessard, Finance

Personnel du projet de démonstration national CSR:
Jill Bench, Coordinatrice du projet de démonstration national
Ann Morneau, Associée du projet de démonstration national
Maggie McPhail, Assistante administrative du projet de démonstration national

(gauche à droite) *Greg Dunwoody, Glen Morison, Laurent Champagne, Sharon Dunlop, Henriette Thompson (liaison du CEJC), Jill Bench, Janet Handy, Sarah Chandler, Nancy Steeves*

Message de la présidente

Notre conseil œcuménique en est à sa 41e année à se vouloir un exemple lumineux en vue de l'adoption de démarches réparatrices dans le cadre du système judiciaire et pénal. Dans nos vies personnelles, 40 ans est un âge qui correspond souvent à une période de transition et de changement. Ce n'en est pas moins vrai pour une organisation.

En cette période de transition dans le travail du Conseil des Églises pour la justice et la criminologie (CEJC), nous nous rappelons la sagesse dont est empreinte l'histoire ancienne d'une tribu émancipée en Égypte qui, après 40 années proverbiales dans le désert, se trouve devant un nouvel endroit et une nouvelle ère de son existence. Dans le monde de cette histoire légendaire, les membres de la tribu sont sous la direction de Moïse pendant leur exode et leurs tribulations dans le désert. Mais lorsqu'ils arrivent au bord du Jourdain et s'apprêtent à entrer en terre de Canaan, ils pleurent la mort de Moïse, qui a été leur leader pendant des décennies, et acceptent le nouveau leadership offert par Josué.

Tout a changé. Rien ne semble familier. Dans leur désarroi, ils se lamentent qu'ils ne sont « jamais passés par ce chemin » (Josué 3 :4). Ce pays est nouveau et étrange. C'est une nouvelle génération de pèlerins qui s'apprête à traverser le Jourdain. Ce n'est pas la même génération que celle qui a été libérée de sa captivité sous le pharaon quarante ans auparavant. C'est une période de profonde transition, un changement non souhaité. Dans leur confusion et leur incertitude, ils trouvent réconfort et orientation dans un symbole de présence qui a été avec eux chaque fois qu'ils se trouvaient là où ils n'avaient « jamais passé par ce chemin ».

Peut-être que ce symbole leur rappelait les nombreuses fois, dans leurs péripéties dans le désert, où ils s'étaient trouvés en terrain inconnu. Peut-être qu'il leur rappelait que la vie une évolution constante, où l'on aborde sans cesse des situations nouvelles. Pourtant, nous ne sommes pas privés de sagesse, d'expérience et de symboles de présence qui nous permettent collectivement de nous frayer un chemin à travers la transition et dans une ère et un endroit non familiers, prêts à relever les nouveaux défis avec courage et conviction.

Le CEJC vit une période de transition dans les projets que nous avons entrepris. Nous sommes sur le point de recevoir le rapport d'évaluation du projet de démonstration des CSR, dans lequel nous avons investi une partie considérable de notre travail ces cinq dernières années. Nous nous apprêtons à entreprendre un projet de répercussions sur les victimes, nouveau projet pilote financé en partie par la Commission de la fonction publique du Canada, visant à élaborer un programme d'étude et à former des bénévoles dans le cadre d'un programme dont le but est de susciter de l'empathie chez les délinquants relativement au mal qu'ils ont causé à leurs victimes.

Nous avons commencé l'année inspirés par la vision de justice réparatrice de la prison Halden de Norvège. En octobre 2013, nous avons eu le privilège d'entendre Are Hoidal, gouverneur de la prison Halden, lors d'une activité de financement que nous avons organisée à l'hôtel de ville d'Ottawa. Tout au long de l'année, nous avons continué de donner des ateliers de justice réparatrice, de créer des occasions d'éducation grâce à notre courtepointe narrative de la justice, présentée dans un tout nouveau format numérique, en plus de sa tournée physique comme telle, en plus de nous faire les champions de la

Semaine de la justice réparatrice et d'appuyer la Semaine de sensibilisation aux victimes grâce à un événement pertinent basé à Ottawa. Nous avons également fourni des ressources précieuses sur notre site Web.

C'est un temps de transition pour notre personnel et notre modèle de dotation. Nous célébrons le travail de Janet Handy, qui a été notre directrice exécutive d'août 2011 à avril 2014. Jan a apporté sa grande passion, sa créativité et sa diligence au travail du conseil. Nous avons aussi eu la chance de bénéficier de l'expérience et du leadership de Jill Bench, qui est notre coordonnatrice du projet de démonstration national des CSR en plus d'assumer les responsabilités de gestionnaire principale de bureau du CEJC depuis avril 2014. Nous avons été bien servis par Kathryn Bliss, qui s'est jointe à nous en tant que coordonnatrice de la recherche et des communications en juillet 2013 pendant le congé de maternité de Schuyler Playford. Maintenant que nous accueillons le retour de Schuyler à son poste, nous sommes heureux d'avoir, dans notre équipe nouvellement remaniée, Kathryn Bliss dans son nouveau rôle de coordonnatrice de l'éducation. Nous sommes profondément reconnaissants aux membres de notre remarquable équipe et aux généreux bénévoles qui contribuent leurs compétences et leur dévouement au travail du CEJC. Je suis honoré de servir le CEJC avec eux ainsi qu'une équipe de membres du conseil talentueux et diligents.

Ce temps de transition est riche en potentiel et en possibilités. Nous sommes toujours engagés à rester fidèles à la lumière que nous ont confiée les confessions religieuses participantes, le personnel, les supporters et les membres et amis du CEJC. Il faudra exercer une planification stratégique, une gestion prudente de nos ressources financières, une créativité et une vision afin de relever les défis d'une nouvelle ère et d'un nouveau contexte. Enrichis par notre histoire qui continue de nous guider, nous apportons notre capacité de discernement et notre engagement à l'endroit des pratiques réparatrices au long travail d'adaptation qui consiste à rester fidèles à notre vision. Nous sommes reconnaissants aux nombreux partenaires avec qui nous sommes en communication, notamment le gouvernement du Canada, les églises des confessions religieuses qui nous appuient, les communautés religieuses et nos collèges d'autres organisations sans but lucratif.

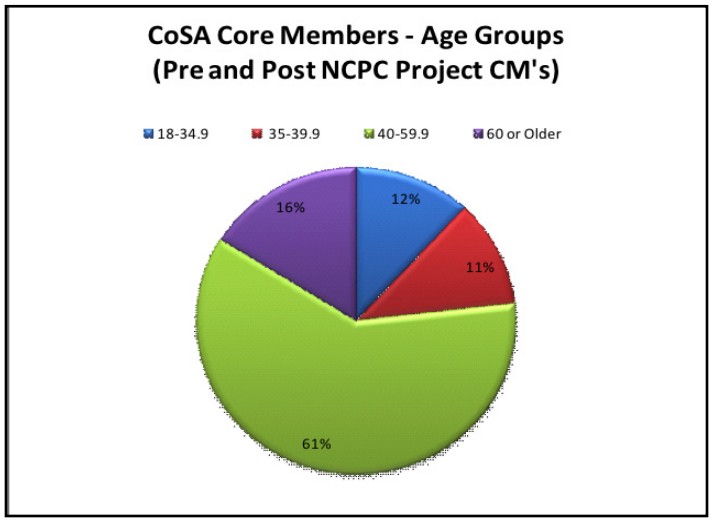
Les adieux de directrice exécutive

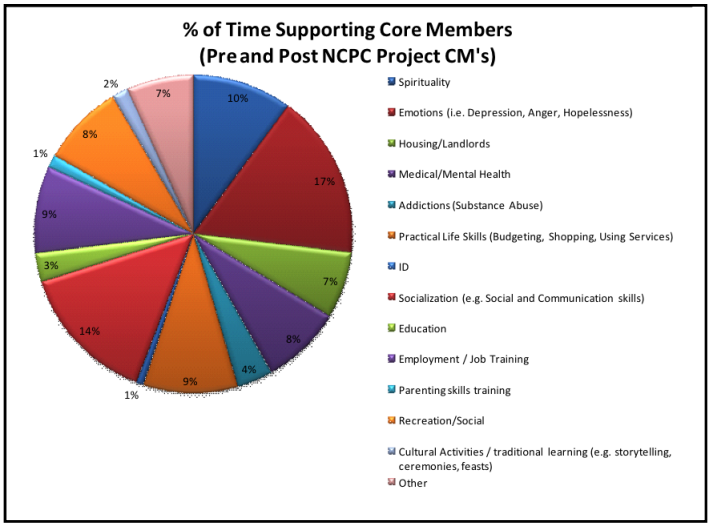
Janet Handy a été directrice exécutive du CEJC jusqu'au 9 avril 2014. Pour des raisons familiales, Jan a dû déménager dans le Sud de l'Ontario, où elle est maintenant directrice exécutive du Kristen French Child Advocacy Centre. Pendant son séjour au CEJC, Jan s'est faite un solide porte parole du soutien aux victimes « des deux côtés des barreaux ». Elle a souligné le lien entre le traumatisme subi dans l'enfance et les comportements dysfonctionnels chez l'adulte, notant que « la prolifération de tant de problèmes sociaux dépend de la qualité ou de l'absence de l'intervention envers nos victimes les plus vulnérables. Compte tenu du fait que 75 % des personnes incarcérées ont été maltraités pendant leur enfance et que 80 % de ceux qui maltraitent les enfants ont aussi été victimes de violence dans l'enfance, le moment est venu de renforcer la résilience des survivants et notre capacité d'intervenir avec intelligence et de mettre en œuvre des plans exhaustifs pour mettre fin à cet important problème de santé sociale ». Jan remercie les membres et le personnel du CEJC, le conseil d'administration et le réseau élargi de l'avoir soutenue pendant les deux années et demie chargées qu'elle a passées à Ottawa. Elle continuera de prier et d'envoyer de l'énergie positive à la communauté non gouvernementale d'Ottawa, qui œuvre avec tant d'ardeur pour répondre aux nombreux besoins des délinquants, des victimes et de la communauté.

Rapport du directeur du projet national - Cercles de soutien et de responsabilité (CSR)

Rapport du directeur du projet national
Cercles de soutien et de responsabilité (CSR)
Le Conseil des Églises pour la justice et la criminologie (CEJC) est l'organisation cadre qui détient l'accord de contribution conclu avec le Centre national de prévention du crime (CNPC) de Sécurité publique Canada (SP) en vue du financement de l'évaluation des CSR. Cette évaluation permettra de déterminer dans quelle mesure le programme des CSR est efficace pour atténuer le risque de récidive des délinquants sexuels à risque élevé.

CSR est un programme de réinsertion communautaire s'adressant aux délinquants sexuels. Ce programme se fonde sur les principes de justice réparatrice. Les personnes qui prennent part au programme sont appelées « participants essentiels ». Ceux-ci ont été libérés soit après

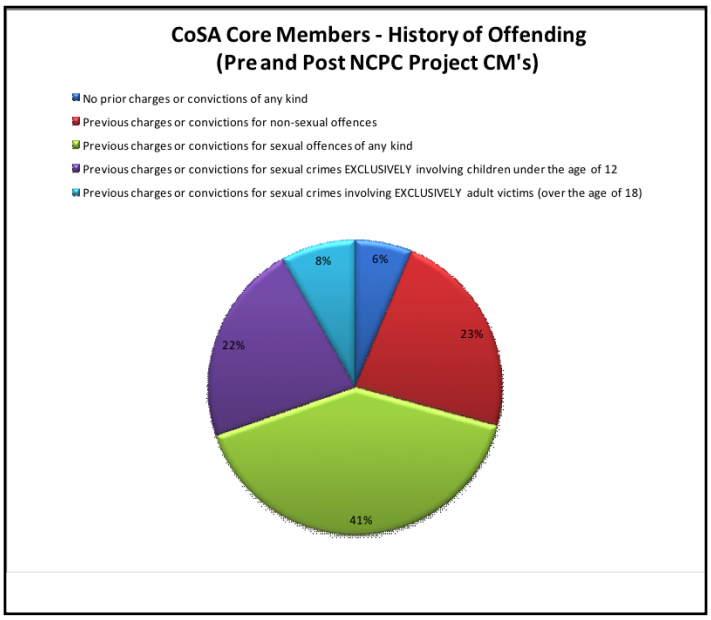




avoir purgé intégralement leur peine, soit sous supervision à long terme.

Le but de CSR est de réduire considérablement le risque de victimisation sexuelle en fournissant aux participants essentiels de l'aide et du soutien tout en les tenant responsables lorsqu'ils tentent de réussir leur réinsertion sociale dans la collectivité au sens large. Il y a présentement 16 CSR dans l'ensemble du Canada, dont 13 ont participé à l'évaluation du programme à l'échelle nationale.

En 2013-2014, nous avons terminé la cinquième année de ce projet et avons continué de recueillir des données. En septembre 2014, l'ébauche finale du rapport d'évaluation sera présentée au CNPC de Sécurité publique Canada en vue de son approbation et de son adoption. Quoique



l'on n'ait pas encore obtenu de financement de soutien soutenu, les CSR de l'ensemble du Canada continuent de fournir leur apport précieux en vue d'assurer la sécurité de nos collectivités. On peut seulement espérer que la création d'une organisation nationale incorporée de CSR permettra l'obtenir un financement durable.

En avril 2014, CSR comptait :

• 727 bénévoles répartis en 13 CSR;

• 2852 heures de bénévolat avec les participants essentiels dans des groupes de soutien appelés cercles;

• 131 cercles actifs desservis par les CSR l'an dernier.

Veuillez vous référer à l'annexe A pour obtenir des données démographiques sur les participants essentiels actuels.

En mai 2014, le CEJC était l'hôte de l'assemblée annuelle des CSR à Calgary. C'est à Calgary que s'est tenue la première assemblée en vue du projet d'évaluation des CSR et, maintenant que le projet tire à sa fin, il semblait tout indiqué de nous réunir là à nouveau. L'assemblée de trois jours a permis aux membres du personnel des sites participant à l'évaluation nationale de se réunir et d'entendre parler en profondeur de certaines constatations préliminaires de l'évaluation.

Un endroit juste : une soirée en compagnie d'Are Høidal

« Un endroit juste »

« Que préférez-vous avoir? Un voisin colérique et violent, ou un voisin qui peut contribuer sainement à votre communauté? » C'est la question posée à l'auditoire par Are Høidal, gouverneur de la prison Halden en Norvège.

Le 17 octobre 2013, le CEJC était l'hôte d'un souper à l'hôtel de ville d'Ottawa. Au programme, exposé et conversation avec Are Høidal. L'animateur de la soirée était David Daubney, président de Penal Reform International. La soirée a débuté par une allocution prononcée par l'ex ministre des Services correctionnels, Madeleine Meilleur, et la directrice générale de Sécurité publique Canada, Angela Connidis. Nous avons aussi entendu la présidente du comité du CEJC, Nancy Steeves, qui a accueilli les convives au nom du CEJC. Elle a parlé de la vision du CEJC et de la création d'un système de justice plus compatissant. Les participants ont pu déguster un souper de trois services avant que M. Høidal prenne la parole.

Dans son exposé, M. Høidal a expliqué l'idée centrale sur laquelle reposent les services correctionnels en Norvège, voulant que les délinquants doivent être préparés à leur inévitable réinsertion sociale. En fait, il n'y a pas de peine à perpétuité en Norvège. Tous ceux qui sont en prison finissent par être mis en liberté dans la communauté. On tente donc de rendre les conditions de vie à Halden aussi similaires que possible à celles du monde extérieur en vue de faciliter la réinsertion sociale.

Selon M. Høidal, l'approche globale aux services correctionnels a changé par suite d'un processus de consultation mené avec des experts canadiens. Dans les années 1990, des fonctionnaires norvégiens sont venus au Canada pour étudier nos méthodes. Cette visite a entraîné la création de nouveaux « livres blancs » qui mettaient nettement l'accent sur la réinsertion et la réhabilitation. La prison Halden représente brillamment comment la philosophie de réadaptation est reflétée dans tous les aspects des politiques et des pratiques.

Le souper a remporté un grand succès. Ce fut une excellence occasion pour les membres du public, les professionnels du domaine de la justice et les responsables des politiques d'entendre parler de cette approche unique aux services correctionnels et de tirer des leçons de l'approche norvégienne.

CEJC a organisé un deuxième événement avec M. Høidal le 15 Octobre à Saint- James Anglican Église à Kingston.

Comité de levée de fonds

Cette année, le comité s'est concentré sur trois activités de financement. Une fois de plus, John DeVries a généreusement participé au « Marathon pour la justice » et recueilli des dons en ligne de commanditaires pour la course.

Greg Dunwoody et Laurent Champagne ont fait appel à des aumôniers de l'ensemble du pays pour amasser des dons pour le CEJC et obtenir des adhésions au CEJC.

Notre principale activité de financement a été un souper et un encan silencieux. Notre conférencier invité était M. Are Hoidal, gouverneur de la nouvelle prison Halden de Norvège. En plus de recueillir des fonds pour le CEJC, cette activité a permis d'accroître notre visibilité dans la communauté.

Le comité désire remercier tous ceux et celles qui ont pris part à ces activités, de même que les personnes qui ont contribué financièrement à la poursuite du travail du CEJC pendant l'année qui vient de s'écouler.

« Un endroit juste »

Comité des finances

Le comité des finances du CEJC a pour mandat d'aider le conseil du CEJC à s'acquitter de ses responsabilités quant à la soutenabilité financière et l'imputabilité de l'organisation.

Le comité, qui se réunit chaque mois, s'acquitte de ses fonctions de différentes manières :

- Il supervise le système financier et de contrôle. Il nomme un vérificateur.
- Il examine le portefeuille d'investissements, le rapport annuel du vérificateur, ainsi que les états financiers mensuels.
- Il fait des recommandations concernant les politiques pertinentes, le budget annuel et les besoins en fait de levée de fonds.
- Il donne des avis au conseil sur des questions financières particulières et lui donne régulièrement des comptes rendus.

Le comité est composé des membres suivants : Rebecca Bromwich (trésorière); Jan Handy (directrice exécutive) et Richard Haughian

Conseil des églises pour la justice et la criminologie: 2013-2014

Produits	
Dons et subventions	
Églises partenaires	$36,670.00
Sociétés religieuses	$13,200.00
Gouvernement fédéral	$45,061.00
Cotisations	$670.00
Supporteurs	$8,132.00
TOTAL =	$103,733.00
Levée de fonds	$570.00
Intérêts	$40.00
Divers	$6,128.00
Produits des projects	$1,521,937.00
TOAL =	$1,632,408.00
Charges	
Projets	$1,517,516.00
Administration	$124,224.00
TOTAL =	$1,641,740.00
Produits (charges) nets (nettes) pour l'exercice	$(9,332.00)

État de la situation financière au 31 mars 2014

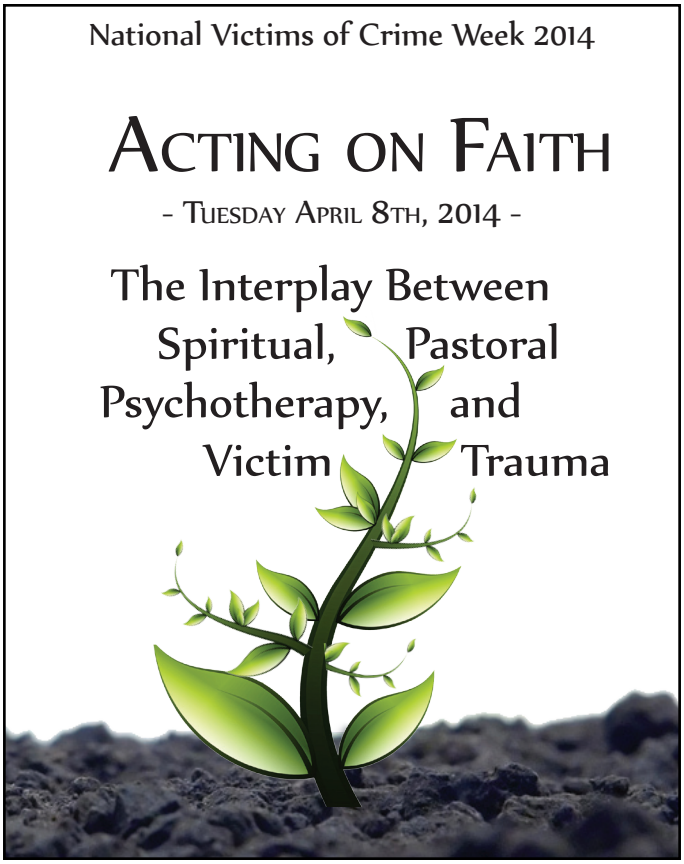
Actif	
Actif à court terme	
Encaisse	$64,025.00
Placements	$34,817.00
Comptes à recevoir	$27,473.00
Frais payés d'avance	$19,195.00
	$145,510.00
Passif	
Passif à court terme	
Comptes à payer et charges à payer	$62,215.00
Apports reportés	$4,036.00
	$66,251.00
Actif Nets	
Non affectés	
Fonds de fonctionnement	$76,259.00
	$145,510.00

Comité de pastorale auprès des victimes

Cette année encore, le Comité de pastorale auprès des victimes s'est avant tout penché sur la planification d'un atelier d'un jour complet à l'occasion de la Semaine nationale de sensibilisation aux victimes d'actes criminels 2014. L'atelier, intitulé « La foi en action : influence réciproque entre la spiritualité, la psychothérapie pastorale et le traumatisme des victimes », a eu lieu le 8 avril 2014. Par un matin pluvieux, les participants se sont réunis à l'église St. Giles, à Ottawa. La journée a débuté par une discussion en groupe avec des psychothérapeutes de première ligne du Ottawa Pastoral Counselling Centre, qui offrent du counseling traumatologique axé sur la démarche spirituelle/holistique. Les panélistes ont parlé de leur expérience professionnelle en psychothérapie pastorale, mettant l'accent sur les avantages d'une approche intégrée englobant la guérison de l'esprit, du corps et de l'âme.

Après un délicieux dîner, les participants ont eu l'occasion d'assister à deux des quatre ateliers offerts. L'atelier 1, intitulé Guérir en connexion : transformation du chagrin et de la perte au sein de la communauté, offrait un regard sur le pouvoir de transformation des connexions et des attachements dans les relations. L'atelier 2, intitulé La colère : un don aux dents acérées, encourageait l'exploration de questions entourant la colère au moyen d'activités de rédaction personnelle, de discussion et de mouvements corporels. Ayant pour titre La pleine conscience comme façon d'être, l'atelier 3 était une méditation guidée sur la pleine conscience de la respiration ainsi qu'un examen corporel guidé. Finalement, pendant l'atelier 4, intitulé La guérison de l'intérieur : introduction à la thérapie par l'art, les participants ont fait une courte visualisation guidée, puis ont pu s'exprimer avec le matériel d'art fourni.

La rétroaction des participants a été positive. Ils ont aimé l'approche dynamique et interactive adoptée pendant les ateliers. On estime que les gens sont repartis avec une meilleure compréhension des connexions entre l'esprit, le corps et la guérison holistique. Le comité espère organiser une autre activité à l'occasion de la Semaine nationale de sensibilisation aux victimes d'actes criminels de 2015.



Sensibilisation du public

Un rôle central joué par le CEJC consiste à engager les communautés dans des discussions sur la justice et la criminologie. Tout au long de l'année financière 2013-2014, le CEJC a poursuivi ce but en organisant des activités de sensibilisation et d'éducation.

Semaine de la justice réparatrice

La justice réparatrice forme depuis longtemps le cœur de la mission et de la vision du CEJC. Le thème de la Semaine de la justice réparatrice de cette année, tenue du 17 au 24 novembre 2013, était « Au cœur de l'innovation ». Ce thème nous a inspirés à tirer parti des innovations de spécialistes, de chercheurs et d'intervenants tout en cherchant à atteindre notre but, soit de créer un meilleur système de justice réparatrice. Chaque année, la Semaine de la justice réparatrice prend de l'ampleur grâce à la participation de plus en plus de collectivités dans tout le Canada et des activités organisées dans le cadre de la semaine. À Ottawa, notre activité, présentée en collaboration avec le Réseau de la justice réparatrice d'Ottawa (RJRO), était intitulé « Les répercussions de la victimisation : comment la justice réparatrice en restreint la portée ». Dona Cadman et Supryia Dasi y ont présenté leur propre histoire, qui représentait véritablement un cheminement entre la douleur de perdre un fils et d'avoir un adolescent qui a commis une infraction violente jusqu'à une guérison et un espoir communs. Leur cheminement ont illustré le puissant potentiel que la justice réparatrice représente pour le traitement de questions autant pour les familles des victimes que pour les délinquants.

Cette année, notre courtepointe narrative de la justice faisait partie de la trousse de ressources de la Semaine de la justice réparatrice de Services correctionnels Canada. Un article complet a été consacré à l'histoire de la courtepointe, soulignant les caractéristiques de cet outil unique servant à susciter le dialogue sur la justice.

Fidèle à sa tradition visant à créer des ressources à l'intention du public pour promouvoir et explorer la justice réparatrice, le CEJC a produit une brochure intitulée « Une année de réflexion », dans laquelle on trouve des réflexions guidées qui incitent les gens à examiner les aspects du système judiciaire et à explorer notre rôle dans le processus de justice. Cette brochure est accessible sur notre site Web.

Éducation publique :

Le bulletin électronique du CEJC, SAGE, continue de rassembler les voix de nos partenaires et des fidèles particuliers qui répondent à l'appel du CEJC pour parvenir à un système de justice compatissant. Dans chacun des trois numéros publiés cette année, les lecteurs ont pu se renseigner sur diverses questions à l'avant-plan de la justice et de la criminologie et faire une réflexion. Notre numéro de l'été 2013 couvrait en détail l'activité que nous avons organisée dans le cadre de

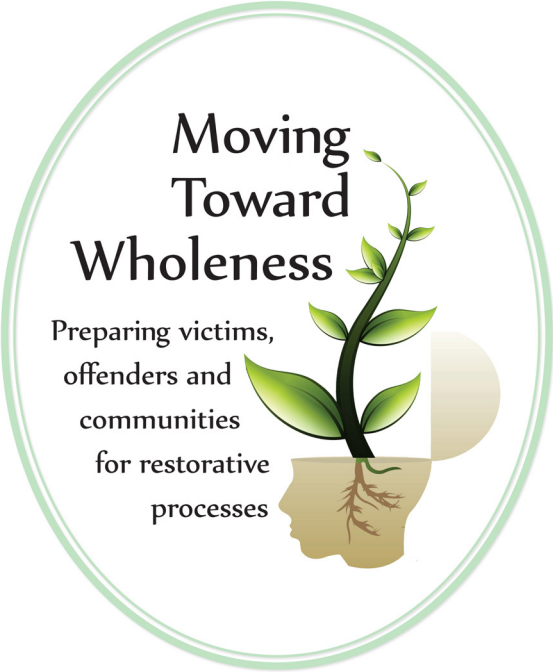
Sensibilisation du public

la Semaine nationale de sensibilisation aux victimes d'actes criminels, intitulée « En route vers la guérison ». En prévision de la mise en œuvre de la Déclaration des droits des victimes, notre numéro de l'automne 2013 portait sur les besoins des victimes de part et d'autre des barreaux. Enfin, notre numéro du printemps 2014 explorait les enjeux complexes auxquels font face les enfants et les familles des détenus.

Pour le CEJC, l'art est un puissant outil qui sert à inciter le public à examiner comment, à titre de communauté, nous devrions répondre aux torts causés par les actes criminels. L'un des outils les plus efficaces à ce jour est la Courtepointe narrative de la justice. Cette courtepointe bilingue, interactive et multimédia, a été créée pour raconter le côté humain des histoires de crime et les répercussions du crime. La courtepointe est composée de 40 carrés, chacun ayant été confectionné par la victime d'un acte criminel ou par un délinquant incarcéré. Cette année encore, la Courtepointe narrative de la justice a fait une tournée dans le pays pour aider à humaniser les effets du crime et la voie vers la justice. Cette année, la courtepointe a passé le mois de novembre sur la côte Est et a fait partie d'une exposition d'art à Montréal au début de 2014. La courtepointe continue d'être une précieuse ressource pour les communautés intéressées à amorcer un dialogue sur la justice.

Exposés publics

Cette année, le personnel du CEJC et les bénévoles du Conseil ont organisé de nombreux ateliers et exposés sur une vaste gamme de thèmes. Le personnel du CEJC a donné des exposés dans le cadre d'activités locales telles que les réunions du RJRO de même que dans les paroisses locales. La directrice exécutive du CEJC, Janet Handy, a animé un entretien « Explorer le lien » dans le cadre de la série de conférences Stuart Iverson Memorial et de la First Baptist Church à Ottawa. L'entretien explorait les liens entre la résilience et la justice réparatrice.



Rapport annuel d'activité de la section du Québec du CEJC

Voici un rapport des activités de l'année 2013-2014. Nous sommes conscients que cette année difficile ne reflète pas le passé glorieux du Conseil des églises pour la justice et la criminologie, section Québec (CEJCQ). En fait, nous sommes au minimum de la capacité pour tenir l'organisme actif. Sans subvention depuis la Semaine de justice réparatrice 2011, l'année 2013 a été marquée par la fin du contrat de notre dernière coordonnatrice, Céline Fantini. Nous avons toutefois organisé deux événements au courant de l'année 2013 : la journée des bénévoles, le 8 juin, et la semaine de la justice réparatrice, du 17 au 23 novembre, dont voici les faits. Au moment du mot de la fin, nous vous offrons un nouveau service pour l'année 2014-2015 : un atelier d'éducation sur la justice chrétienne.

Chaque année depuis 1996, la semaine nationale de la justice réparatrice a été l'occasion pour le Conseil des églises pour la justice et la criminologie du Québec (CEJCQ) de coordonner un forum communautaire dans la région de Montréal et de renforcer les liens de collaboration entre les membres du réseau de justice réparatrice. L'an dernier, le thème retenu était « Qui osera humaniser la justice pénale? ». Le comité de réalisation de la semaine de justice réparatrice était formé de l'équipe du CEJCQ en collaboration avec l'Aumônerie communautaire de Montréal (ACMTL), le Centre de services de justice réparatrice (CSJR) et le Montreal Southwest Community Ministries (MSCM). Diverses activités eurent lieu, dont une conférence de Brian Mc Donough sur les impacts de la loi sur la sécurité et les communautés adoptée par le gouvernement fédéral il y a 2 ans (Loi C-10) et un atelier participatif sur l'humanisation de la justice pénale en compagnie discrète de l'auteure de la série télé Unité 9, Danielle Trottier. Lors de cette soirée de discussion à propos de la représentation télévisuelle des conditions de vie en milieu correctionnel, les conversations étaient touchantes. Échanger dans un cercle composé de personnes « anonymes » qui peuvent être des détenus, des intervenants, des citoyens, ou une auteure de télévision (!) permet de mettre ensemble des points de vue différents. Cette approche holiste répond à l'un des principes de la justice réparatrice qui suggère que toutes les parties impliquées dans le crime soit justement entendues

Remercions nos partenaires, le Centre de services en justice réparatrice (CSJR) et l'Archidiocèse de Montréal, pour leur appui et leurs idées. Et plus particulièrement, tous ceux qui ont participé à la réalisation des activités, les membres du conseil d'administration du CEJCQ ainsi que Pascale Matheron, Claudie Bourget, Audrey Champagne, Brian McDonough, Danielle Trottier et les Productions Aetios, et ceux qui travaillent dans l'anonymat, les nombreux participants et participantes aux activités. Un grand merci aussi aux espaces qui nous ont accueillis : la Faculté de théologie et des sciences des

religions de l'Université de Montréal, l'Oratoire Saint-Joseph et l'Institut pastoral des Dominicains.

Cette année a été marquée par un ralentissement des activités du CEJCQ. Toutefois, les ressources de l'organisme ne semblent pas épuisées. Nous avons accueilli une stagiaire au trimestre d'automne 2013 et elle a réfléchi à une théologie de la justice réparatrice. Nous aimerions nous adresser aux communautés chrétiennes. Debout et fiers, il est possible d'assumer nos racines chrétiennes et d'explorer avec des croyants ce qui consiste en une justice chrétienne. L'atelier « La justice de Jésus » sera présenté dès le mois de septembre.

Nancy Labonté, présidente du CEJCQ

Notre vision : « Être l'exemple lumineux à suivre en matière d'approches réparatrices à la justice et à la criminologie »

CCJC CÉJC

Le Conseil des Églises pour
la Justice et la Criminologie

Rue de 200 Isabella, Suite 303
Ottawa Ontario
tél.: 613-563-1688
fax: 613-237-6129
www.ccjc.ca